

«On renonce à de nouvelles taxes, mais pas à la loi sur le CO₂»

CLIMAT Trois mois après l'échec de la loi, le Conseil fédéral veut aller vite, explique la ministre Simonetta Sommaruga.

JOCELYN ROCHAT
jocelyn.rochat
@lematindimanche.ch

Quelles leçons avez-vous tirées du refus (à 52%) de la loi sur le CO₂, en juin dernier?

Le Conseil fédéral n'a pas entendu ce résultat comme un non à la protection du climat, mais comme le refus de certaines mesures prévues, notamment la hausse du prix de l'essence. Nous pensons que la population est favorable à des mesures climatiques, mais elle ne veut pas avoir le sentiment d'être pénalisée par les choix qui seront faits.

Il y avait deux sortes d'opposants à la loi. Ceux qui trouvaient qu'on en faisait trop,

et ceux qui pensaient que c'était très insuffisant. Vous avez entendu qui?

Je pense que les fronts n'ont pas changé. Il y a toujours une partie de la population qui réclame de nouvelles des taxes et des interdictions, et une autre partie qui voudrait revenir en arrière. Au Conseil fédéral, nous sommes persuadés que la population est majoritairement acquise à un renforcement de la protection du climat, et encore plus après les inondations et les incendies de forêt de cet été. Donc, il faut avancer, mais sans pénaliser ceux qui n'ont, par exemple, pas ou peu accès aux transports publics, comme c'est le cas quand on augmente le prix de l'essence.

Comment allez-vous faire?

On renonce à introduire de nouvelles taxes, mais on garde la loi sur le CO₂, qui figure dans la loi en vigueur. Et on propose des incitations. Et puis, il est important d'avancer le plus vite possible, c'est pour cela que nous présentons un nouveau projet trois mois après la

votation. Plus on attend et plus ce sera difficile d'agir. Le Conseil fédéral garde pour objectif de diminuer nos émissions de gaz à effet de serre de 50% d'ici à l'année 2030.

Les incitations, ça marche?

D'abord, nous avons la taxe sur le CO₂ qui existe déjà et qui rapporte plus de 1,2 milliard de francs par année. Cela permet notamment de soutenir les gens qui voudraient isoler leur maison ou changer le chauffage. Nous avons fait des progrès, mais en ville de Zurich, par exemple, 80% des vieux chauffages à mazout sont encore remplacés par un chauffage à mazout. Cela signifie que les propriétaires repartent pour vingt nouvelles années à produire des émissions de CO₂, et cela jusqu'en 2041! Le chauffage, c'est un point-clé. C'est pourquoi nous voulons mieux soutenir les gens au moment où ils le remplacent.

Il y a aussi les voitures et les camions...

Oui, là aussi, les incitations donnent des résultats. Si vous



La conseillère fédérale Simonetta Sommaruga a présenté vendredi les nouvelles idées du Conseil fédéral en matière de politique climatique. Yvain Genevay

«Les incitations donnent des résultats.»

annoncez que les voitures et poids lourds électriques échapperont à différentes taxes pendant quelques années, vous permettez aux privés et aux entreprises de faire des calculs et des investissements. Ce sont des incitations importantes, bien acceptées et qui donnent des résultats.

Après le refus du bâton par le peuple, on essaie la carotte?

Je ne sais pas si on peut parler de bâton et de carotte, mais c'est évident que les mesures proposées produiront des ef-

fets. Et puis, il y a une dynamique, comme le montrent ces trois records qui ont été battus l'an dernier en Suisse, malgré la pandémie. En 2020, nous avons produit davantage d'électricité solaire que nous ne l'avons fait par le passé: 500 mégawatts. Les investissements dans les bâtiments, l'isolation par exemple, ont augmenté comme jamais dans notre histoire, et nous avons enregistré un boom des ventes de véhicules électriques, et ça continue cette année. À côté de cette dynamique, il faut des mesures supplémentaires qui permettront d'atteindre nos objectifs.

Les éoliennes sont contestées par les amis des oiseaux, des chauves-souris et du paysage.

Vous en pensez quoi?

Je trouve que ces installations ont une image beaucoup trop négative. La population a été consultée dans différents endroits à propos de parcs éoliens, et il y a eu 19 votes positifs sur 24. On imagine souvent que les habitants sont contre, mais quand on inclut les gens dès la préparation des projets, ils les acceptent dans la très grande majorité des cas. Et puis, les éoliennes sont importantes pour l'approvisionnement en énergies renouvelables, surtout en hiver.

Vous comptez sur les éoliennes?

Oui, mais pas seulement. Nous comptons aussi sur le photovoltaïque, qui est moins contesté, et aussi l'hydrau-

lique, la géothermie, etc. La question de la sécurité de l'approvisionnement est centrale, comme il est important que la population sache vraiment d'où vient l'énergie que nous utilisons. C'est pour cela que j'ai proposé une loi pour renforcer la production des énergies renouvelables dans le pays dès que j'ai repris ce Département (de l'environnement, des transports, de l'énergie...).

Et la captation du CO₂ pour le stocker dans le sol?

Nous y pensons aussi, et nous avons en Suisse une entreprise très innovatrice dans ce domaine. Mais cette technologie n'en est encore qu'à ses débuts. Nous ne pourrions pas résoudre tous nos problèmes climatiques avec ça, mais il est certain que, d'ici à 2050, nous aurons besoin de capter une certaine quantité de CO₂ dans l'air, parce qu'il y aura des situations où il ne sera pas possible de renoncer aux énergies fossiles. Donc il faut avancer sur toutes les pistes, mais, pour l'instant, celle-ci coûte très très cher.

Où en sont vos échanges avec l'Europe sur ces questions?

Nous suivons de très près ce qui se passe dans l'UE. Ils ont des propositions, mais elles ne sont pas encore en vigueur. Nous verrons, il faut apprendre les uns des autres, et s'il y a des idées à adopter, nous le ferons. Mais ce qu'il ne faut pas oublier, c'est que, contrairement à l'écrasante majorité des pays membres de l'UE, la Suisse a déjà une taxe sur le CO₂. Cette

taxe incitative fonctionne, et bien des pays nous l'envient. Et puis, l'UE nous félicite aussi pour notre politique de transferts de la route au rail, qui est très importante pour le climat.

La voiture électrique arrive plus vite que prévu. Mais pas l'infrastructure dont ces véhicules ont besoin...

Notre réseau de bornes de recharge est dense par rapport à bien des pays, mais, c'est juste, on peut et on doit encore faire mieux. C'est pour cela que nous préparons des mesures pour faciliter la recharge des voitures à la maison et au travail. Nous avons également un projet visant à installer des stations de charge rapide le long des autoroutes, donc oui, il faut investir, nous en sommes conscients et ça fait partie du projet présenté vendredi.

À propos de voitures, vous roulez en Tesla au Conseil fédéral?

Chaque membre du gouvernement est libre de choisir sa voiture. Pour ce qui est de l'administration en général, je me suis engagée pour que nous allions vers davantage de voitures électriques partout où c'est possible.

Et vous, vous êtes fan?

Je suis avant tout fan de transports publics, j'emprunte toujours le train, le bus, le tram... Et comme ma prédécesseure Doris Leuthard avait choisi une Tesla comme voiture de fonction, je continue à l'utiliser en cas de besoin.